



LES FINANCES PUBLIQUES NON PRIORITAIRES POUR LE GOUVERNEMENT

USAGERS PRIS EN OTAGES PAR LE GOUVERNEMENT

VOUS ÊTES CONCERNE-E-S !

L'administration des Finances Publiques est à nouveau la cible du gouvernement en terme de réduction des dépenses publiques, Ainsi, après les 2002 emplois supprimés en 2014 (30.000 en 10 ans), une baisse des crédits de fonctionnement autour de 10 % est confirmée. L'addition est lourde pour la Direction Générale des Finances Publiques tant en détérioration du service rendu qu'en termes de conditions de vie au travail des personnels,

Finances publiques en danger : quelles conséquences ?

POUR VOUS CITOYEN-NE-S

Des files d'attente qui s'allongent notamment durant la campagne Impôt sur le Revenu, les périodes des avis de taxe d'habitation et de taxe foncière.

Faute de personnel, une écoute et une disponibilité qui se réduisent alors que la législation ne cesse de se complexifier et que les difficultés économiques et sociales s'aggravent.

La remise en cause de l'égalité de traitement entre les usagers pour ceux qui n'ont pas accès à internet et qui ne peuvent se déplacer.

POUR NOUS

Une augmentation de la charge de travail à l'accueil :

- physique : + 56,23%
- téléphonique : +33,33%

Développement de l'e-administration : télé-déclaration, télé-paiement, télé-correction et mise en place de centres d'appels téléphoniques dépersonnalisés.

Les orientations de réorganisation dans le cadre de la Modernisation de l'Action Publique se traduisent par encore plus de dégradation du service public, notamment dans le contexte du resserrement du maillage territorial (plus de 1200 fermetures de trésoreries – la Creuse n'est pas épargnée).

Pour le gouvernement, la lutte contre la fraude fiscale n'est pas une priorité. Il préfère distribuer 30 milliards au MEDEF dans le cadre du pacte de responsabilité et sans aucune contrepartie. Le gouvernement entend faire 50 milliards d'économie sur le dos des salariés à travers ce pacte appelé aussi pacte d'austérité.

Pour nous agents, avoir les moyens d'exercer nos missions de service public est essentiel dans cette période de crise.

Pour vous, usagers, ces missions sont indispensables pour une meilleure justice fiscale et sociale.

Les agents des Finances Publiques tirent le signal d'alarme.

ENSEMBLE DEFENDONS NOS SERVICES PUBLICS

INTERPELLEZ VOS ELU-E-S SUR LES MISSIONS ET LE DEVENIR DU SERVICE PUBLIC

C'est pourquoi aujourd'hui les agents des Finances Publiques vous demandent de témoigner de votre insatisfaction en adressant un mël à Bruno BÉZARD, Directeur Général des Finances Publiques

bruno.bezard@dgfip.finances.gouv.fr